

FLN, UGTA et Association des Ulémas, des butins publics de la Révolution

L'Algérie au tournant historique ! Une nouvelle Algérie rebelle se dessine. Une volonté sociopolitique générale s'affirme. Dans l'action de la rue, et en lecture à cette ardeur magique, je porte ces quelques réflexions afin d'imaginer l'Algérie de demain plus belle encore, plus juste et plus forte : Comme ces villes européennes, les usines, les routes, la Sncf, les colonies agricoles, l'université d'Alger... tout ce patrimoine relevant de la période coloniale, aux yeux des Algériens de l'Algérie indépendante est un butin de leur révolution. Une propriété publique de droit.

Et le peuple est fier d'avoir récupéré ce patrimoine.

D'autres structures à caractère symboliques et mémorielles appartenant à la période de la guerre de libération, chères à tous les Algériennes et les Algériens ont été squattées par d'autres Algériens ; par des politiciens, par des syndicalistes, par des religieux. Elles sont toujours occupées illégalement. Et ce patrimoine commun doit être lui aussi récupéré par les Algériennes et les Algériens afin de libérer la mémoire collective et libérer la concurrence politique en Algérie indépendante. Sans la récupération de ce bien public immatériel, la construction d'un nouveau pays, moderne et libre restera confronté à des obstacles engendrés par cette mainmise sur le sacré historique.

Même si l'Histoire d'un pays est la fabrication des femmes et des hommes, elle demeure aussi l'occasion d'enfantement des mythes et des symboles qui sont le ciment de la nation future. Ces mythes sont la courroie de transmission d'énergie et de rêves entre les générations successives.

Le premier bien public immatériel à récupérer, et en urgence, c'est le FLN. Ce sigle de trois lettres hautement cher aux Algériennes et aux Algériens est un énorme capital symbolique national. Il relève du domaine du sacré historique algérien. Il symbolise les valeurs de l'héroïsme mythique populaire.

Il fait partie de l'imaginaire révolutionnaire de tous les Algériens. Ainsi, et afin de le garder loin de toute souillure politico-idéologique de notre temps, il est indispensable, et par respect aux Algériens, aux martyrs, aux moudjahidine, de le ranger vivant là où il gardera son aura sans être truqué, falsifié ou manipulé. Il faut l'épargner de tous les jeux politicards. Le FLN en tant que capital national doit trouver sa place dans les programmes de nos écoles afin de vacciner la nouvelle génération contre toute contamination négative. Le FLN ne doit pas être rangé dans un musée. Il faut qu'il demeure vivant dans l'Histoire et dans l'imaginaire des nouvelles générations, à travers l'école, comme une énergie renouvelable pour les moments historiques difficiles à l'image de ce que nous vivons ces jours-ci. Le FLN n'est pas un capital politique pour un parti politique.

Le deuxième bien public immatériel à récupérer est l'UGTA. Par respect aux mémoires de nos symboles syndicalistes qui ont avec héroïsme exemplaire ont marqué l'Histoire des luttes des mouvements sociaux, ce sigle en quatre lettres d'or doit retourner au peuple, tout le peuple.

Par considération à ceux qui ont forgé la conscience des classes sociales contre l'injustice, contre le racisme colonial, contre le féodalisme et le capitalisme, l'UGTA doit être libéré. UGTA fut l'école obligatoire pour les militantes et les militants du FLN. Afin de libérer le champ syndical de toute accaparement du sigle UGTA, l'Algérie des nouvelles institutions, l'Algérie des nouveaux rêves, des nouveaux changements, réclame haut et fort, et en respect à l'UGTA, de faire rentrer ce syndicat à l'école de l'Histoire et le sauvegarder comme une grande leçon pour tous les syndicats libres d'une nouvelle Algérie ouverte sur tous les vents de son époque moderne. Parmi les composantes de notre patrimoine public appartenant à l'époque coloniale, l'Association des Ulémas algériens. Elle aussi doit être recouvrée, libérée, afin de l'épargner de tout marchandage politique ou idéologique.

Il n'y a pas de nation sans des mythes fondateurs. Et pour redessiner une Algérie nouvelle, un État civil de droits, de libertés, de justice, il ne faut pas salir nos mythes ; les Ben M'hidi, les Abbane, les Amirouche, les Djamila, les Hassiba, les Malika, les Didouche, les Ben Badis, les Belouizdad, les Issat Idir, les Mohamed Flissi... Ces martyrs appartiennent au domaine du mythe, et une fois glissés dans des complots politico-financiers, ils tomberont dans le domaine privé d'un parti dont des têtes mangent, avec appétit, d'autres têtes !

A. Z.
aminzaoui@yahoo.fr